

Consultations populaires sur la justice transitionnelle au Burundi

PANA, 14/07/2009 Bujumbura, Burundi - La Commission nationale pour la vérité et la réconciliation (CVR) a lancé, mardi, une campagne visant à recueillir les avis de différentes catégories de la population sur la forme de justice à instaurer dans le pays pour recoudre le tissu social qui a été déchiré par plusieurs années de crise socio-politique au Burundi, apprend-on de source officielle à Bujumbura. La CVR est prévue par l'accord d'août 2000 à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation au Burundi. La commission compte atteindre un échantillon de plus de 4.000 personnes, avant de produire un rapport-synthèse sur les mécanismes d'une justice transitionnelle appropriée au Burundi, a fait savoir à la presse au lancement de la campagne, le président de la CVR, Festus Ntayungu.

Les entretiens seront strictement confidentiels dans le souci de protéger et stimuler les sources à parler librement, a-t-il encore tenu à rassurer l'opinion. La période qui intéresse la commission va de 1962, date de l'indépendance nationale du Burundi, à nos jours. Le Burundi est également demandeur d'un Tribunal pénal international ayant pour mission d'enquêter et punir les coupables des crimes de guerre, de génocide et contre l'humanité qui pourraient avoir été commis dans le pays. L'histoire du Burundi a été jalonnée par des cycles de violences souvent aiguës, sur fond de rivalités ethniques, et les dates repères des différentes tragédies nationales sont les années 1959, 1965, 1972, 1988, 1991 et 1993. Le travail de la commission risque néanmoins de pâtir des lectures différentes de cette histoire sanglante selon l'appartenance politico-ethnique des burundais, estime-t-on dans les milieux des analystes politiques à Bujumbura. Certains acteurs-clé, encore en vie, de la politique nationale conservent toujours des positions dominantes dans la société et risquent, de ce fait, de constituer des obstacles majeurs à l'éclosion de toute la vérité sur les crimes de sang qui ont endeuillé le Burundi, ajoutent les mêmes sources.